



Séance ordinaire du mardi 6 décembre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le six décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnine AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Clare HART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Joël RAYMOND, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre RICO, Bernard TRAVIER

Aménagement durable - Aménagement du carrefour RM613-RD24E2 - Communes de Vendargues et de Saint-Aunès - Bilan de la concertation publique préalable obligatoire menée en application du Code de l'urbanisme - Approbation

Monsieur Frédéric LAFFORGUE, Vice-Président, rapporte :

Par délibération n°M2022-187 du 31 mai 2022, le Conseil de Métropole a approuvé les objectifs et les modalités de la concertation publique préalable obligatoire, autour du projet d'aménagement du carrefour RM613-RD24E2 sur les Communes de Vendargues et Saint-Aunès, menée en application de l'article R.103-1 du Code de l'urbanisme. La concertation publique préalable associe le public à l'élaboration du projet, et à l'issue de cette concertation, Montpellier Méditerranée Métropole en arrête le bilan.

La concertation publique s'est déroulée du 11 juillet 2022 au 19 septembre 2022, selon les modalités décrites dans la délibération visée ci-dessus. Les modalités de la concertation avec le public ont été respectées par Montpellier Méditerranée Métropole. Le public a pu s'informer et s'exprimer sur le projet.

Les observations recueillies ont permis de nourrir la réflexion de la collectivité et des partenaires associés au projet (Département de l'Hérault, Pays de l'Or Agglomération, Commune de St-Aunès et Commune de Vendargues) et de conforter ses choix.

A l'issue de la phase de concertation publique préalable, l'organe délibérant doit tirer le bilan de la concertation.

Par ailleurs, il convient de rappeler que l'opération d'aménagement du carrefour RM613-RD24E2 est soumise à l'organisation d'une enquête publique au cours de laquelle le dossier de déclaration d'utilité publique, comportant le bilan de la concertation préalable, sera mis à la disposition du public.

Au total 13 avis du public et 2 lettres annexées consignées ont été déposées sur les registres mis à disposition lors de la concertation publique. Deux thèmes sont récurrents et largement dominants ; la première thématique porte sur une demande afin de favoriser les modes doux et particulièrement les cycles, la seconde porte sur une demande de réduire la part liée au « *béton* » dans le cadre du projet d'aménagement.

Concernant les modes doux, le projet prévoit une connexion à partir des aménagements existants à Saint-Aunès jusqu'aux futures stations du Bustram situés sur la RM613. La liaison douce sera aménagée sur un linéaire de 200m avec une largeur de 3m00. De plus, une emprise foncière supplémentaire est possible, afin de passer la largeur de la liaison douce de 3m00 à 4m00. Le projet d'aménagement préserve ainsi les emprises foncières destinés aux modes doux pour l'avenir. Les caractéristiques des aménagements piétons et cyclables seront optimisées en coordination avec le projet du Bustram, afin de s'insérer en cohérence avec le système de déplacements alternatifs proposé dans la stratégie mobilité de la Métropole.

Concernant la demande de réduire la part liée au « *béton* », les conséquences de la loi Climat et résilience seront prises au travers du projet. En effet, cette loi a pour effet de limiter l'extension de l'urbanisation par un étalement urbain. Dans le cadre de l'élaboration du PLUi de la Métropole, l'extension de certaines zones à urbaniser, prises en compte dans les prévisions de trafics et dimensionnantes pour la capacité du giratoire, seront réinterrogées.

Après analyse de l'ensemble des observations du public, le projet n'est pas remis en question, les contributions opposées au projet conviennent que la sécurisation du carrefour est nécessaire et ne remettent pas en cause le projet d'aménager un giratoire et de créer une nouvelle section de route entre la RD24E2 et la RM613.

La délibération, tirant le bilan de la concertation préalable, sera publiée sur le site Internet de Montpellier Méditerranée Métropole à l'adresse www.participer.montpellier.fr en tant que maître d'ouvrage, en application des dispositions de l'article R. 121-21 du Code de l'environnement.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le bilan de la concertation préalable ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 15/12/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 décembre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221206-211466-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/12/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- BILAN CP 2022-11-03.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.